

**DIXIEME COMMISSION**  
***Problèmes actuels du recours à la force en droit international***

***A. Légitime défense***

**Rapporteur:** M. Emmanuel Roucouas

**RESOLUTION**

L'Institut,

*Conscient* des problèmes que pose l'emploi de la force dans les relations internationales ;

*Convaincu* que le système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies renforce la paix et la sécurité internationales ;

*Reconnaissant* l'importance fondamentale de la légitime défense individuelle et collective en tant que réaction des Etats à l'emploi illicite de la force ;

*Conscient* que les problèmes de la légitime défense des Etats face aux attaques armées par des acteurs non étatiques, ainsi que ceux des rapports entre légitime défense et organisations internationales, nécessitent des études ultérieures de l'Institut ;

*Adopte* la Résolution suivante :

1. L'article 51 de la Charte des Nations Unies, tel que complété par le droit international coutumier, régit adéquatement l'exercice du droit de légitime défense individuelle et collective.
2. La nécessité et la proportionnalité sont des éléments essentiels des règles applicables à la légitime défense.
3. Le droit de légitime défense de l'Etat visé prend naissance en cas d'attaque armée (« agression armée ») en cours de réalisation ou manifestation imminente. Il ne peut être exercé que lorsqu'il n'existe pas d'alternative licite praticable pour empêcher, arrêter ou

repousser l'attaque armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures effectives nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

4. L'Etat visé doit faire immédiatement rapport au Conseil de sécurité sur les actions de légitime défense qu'il a entreprises.
5. Une attaque armée déclenchant le droit de légitime défense doit avoir un certain degré de gravité. Les actions impliquant un emploi de la force de moindre intensité peuvent donner lieu à des contre-mesures conformes au droit international. En cas d'attaque de moindre intensité, l'Etat visé peut également prendre les mesures de police strictement nécessaires pour repousser l'attaque. Il est entendu que le Conseil de sécurité peut prendre des mesures visées au paragraphe 3.
6. Les doctrines de légitime défense « préventive », en l'absence d'une attaque armée en cours de réalisation ou manifestement imminente, n'ont pas de fondement en droit international.
7. En cas de menace d'une attaque armée contre un Etat, seul le Conseil de sécurité a le pouvoir de décider de l'emploi de la force ou de l'autoriser.
8. La légitime défense collective ne peut être exercée qu'à la demande de l'Etat visé.
9. Lorsque le Conseil de sécurité décide, dans le cadre de la sécurité collective, des mesures requises pour le rétablissement de la paix et de la sécurité internationale, il peut indiquer les conditions auxquelles l'Etat visé est en droit de continuer à employer la force armée.
10. En cas d'attaque armée d'un Etat par un acteur non étatique, l'article 51 de la Charte, tel que complété par le droit international coutumier, s'applique en principe.

Un certain nombre de situations d'attaque armée par des acteurs non étatiques ont été envisagées et quelques réponses préliminaires aux problèmes complexes qu'elles soulèvent pourraient être les suivantes :

- (i) Si des acteurs non étatiques lancent une attaque armée sur les instructions, la direction ou le contrôle d'un Etat, ce dernier peut devenir l'objet de l'action en légitime défense de l'Etat visé.
- (ii) Si une attaque armée par des acteurs non étatiques est lancée depuis un espace situé hors la juridiction de tout Etat, l'Etat visé peut exercer son droit de légitime défense dans cet espace contre ces acteurs non étatiques.

L'Etat à partir duquel l'attaque armée d'acteurs non étatiques est lancée doit coopérer avec l'Etat visé.